



**POUR LES BASQUES,
LE LIBÉRALISME
NE SERA PAS
AVANCÉ
PLUS LOIN**

MESANGER (suite)

*les expulsés
contre-attaquent!*



LES PAYSANS qui
DEMANDENT
L'EXPULSION DU
PROPRIÉTAIRE,
C'EST LE MONDE
à L'ENVERS

COMITÉ DE SOUTIEN au
PEUPLE SAHRAOUI
CONFÉRENCE DE PRESSE
Voul Page 17



UNE OPÉRATION PAIN



Dans le dernier n° APL, nous avons retracé l'historique de l'affaire TARDIF- PITON.

Aujourd'hui, nous relatons une action qui a eu pour but :

- La popularisation du conflit,
- Le soutien financier à la famille PITON,
- Montrer notre détermination pour aboutir.

MARDI 8 FEVRIER -

Réunion du Comité de Soutien.
Deux actions décidées :

* Une délégation pour aller voir TARDIF. Le faire revenir sur sa décision de faute grave pour le licenciement qui prive Jean PITON de toute indemnité licenciement, chômage. On se met d'accord pour samedi 11 H.

* Popularisation du conflit. On décide de faire du pain de ménage et de le distribuer dimanche matin. Cette action permet d'émuler le lien ouvrier-paysan, car au point de vue matériel ce sont les paysans qui ont le nécessaire pour faire le pain.

SAMEDI 12 FEVRIER :

De très bonne heure, Jean et sa femme sont sur les lieux de la fabrication du pain (un village de Guéméné). Le levain préparé la veille est également prêt. La farine est vidée dans la maie et c'est le pétrissage du pain. 95 kg de farine pour la première journée nous ont donné 40 petits pains mis à lever dans une pièce chauffée pendant 1 H 30.

Pendant ce temps les responsables des fours (2) aidés d'une équipe d'ouvriers et de paysans s'affairent à chauffer les fours à l'aide de bons fagots.

Cette équipe de paysans et d'ouvriers a fonctionné de 7 H le matin jusqu'à 21 H le soir.

Ensuite, vers midi, c'est l'enfournage du pain et le pétrissage des 95 autres kilos de farine.

Au total, c'est une centaine de pains qui allaient être distribués le lendemain matin sur la place publique.

Pendant ce temps, la "délégation prévue" va voir TARDIF. Nous sommes 6 à pénétrer dans le fournil. TARDIF n'a pas le temps de nous recevoir (on reste quand même 1 H). Par trois fois, il nous dira de sortir et nous ouvrira la porte... par trois fois il nous dira de fermer la porte car il y a de la pâte à lever. Ce n'est qu'à la 4ème fois qu'on partira avec rien de plus qu'au début, sinon une entrevue avec un membre du groupe : entrevue prévue pour mardi 15.

DIMANCHE 13 FEVRIER -

On commence par enlever le fumier de l'estafette, de laver celle-ci à grande eau en frottant avec un bon balai-brosse. A 9 H le véhicule est fin prêt. Reste plus qu'à charger le pain et fixer les panneaux publicitaires.

A 9 H30, nous ne sommes toujours pas partis. Nous allons louper la sortie de la première messe. Nous attendons les copains... enfin les voilà... C'est le départ.

L'estafette est bien rangée sur le parking une table est dressée au beau milieu de la place avec des beaux et bons pains de ménage dessus.

Les premiers sympathisants ne se font pas attendre... Ca part bien...

Chez TARDIF, ça doit être la sale gueule ! Sans doute... car des formes bizarres s'approchent du stand et n'ont pas l'air d'être sympathisants...

Qui ça peut bien être ? Mais bien sûr vous les avez reconnus, ce sont les FLIGS. Ils cherchent des responsables.

Flics : " Vous avez une autorisation de vente de la Mairie ? "

Nous : " Mais Monsieur, on ne vend pas, on donne gracieusement ce pain! "

Flics : " De toute manière, il va falloir



remballer tout ça".

Nous : "Ah bon !"

Flics : " Je vous ai vu prendre de l'argent aux gens".

Nous : "Ca y est ! On est des voleurs !" "Mais non, ils nous le donnent".

Flics : "Vous là. Vous êtes responsable".

Moi : "On est tous responsables"

Flics : "On va faire des contrôles d'identité".

A quoi bon ! Ils connaissent tout le monde...
A charge de revanche, ils prennent des photos ainsi que le correspondant Ouest-France qui est le beau-frère de TARDIF.
Le Papa TARDIF viendra également nous voir en disant qu'ils nous admire mais qu'il ne mange quand même pas de ce pain là.

Monsieur POTIRON, Maire de Guémené, (Deboisfleuri) rode aux alentours mais n'ose pas approcher. On lui remet un tract qu'il chiffonne immédiatement de colère.
Les flics vont le voir et font un rapport (sans doute). Et puis, c'est le calme plat...

Peut-être croyaient-ils avoir affaire à des jeunots qui devant l'intimidation du dialogue et des photos prises auraient plié bagage...
Mais on est resté distribuer le pain et on peut dire que c'est parti comme du petit pain.

MARDI 15 FEVRIER -

Réunion du Comité de soutien.
L'opération prévue est une réussite. Par cette action, on a contacté beaucoup de personnes. La population parle du conflit. Les gens prennent position pour ou contre.
Les retombées se font jusque sur la liste apolitique d'opposition pour les municipales : certains veulent

bien y être à condition que d'autres s'en vont.

L'opération pain a apporté un soutien financier de 800 F à la famille PITON.

M. nous raconte l'entrevue qu'il a eue avec TARDIF et qui n'a rien donné sinon la certitude que c'est un mur qu'on a en face de nous. (C'est un des pontifs du syndicat patronal de la Boulangerie).
Seule notre détermination pourra ébranler ce mur et ouvrir une brèche.

Le genre de concession :

"Retire la procédure des Prud'-hommes et je revois ma position."

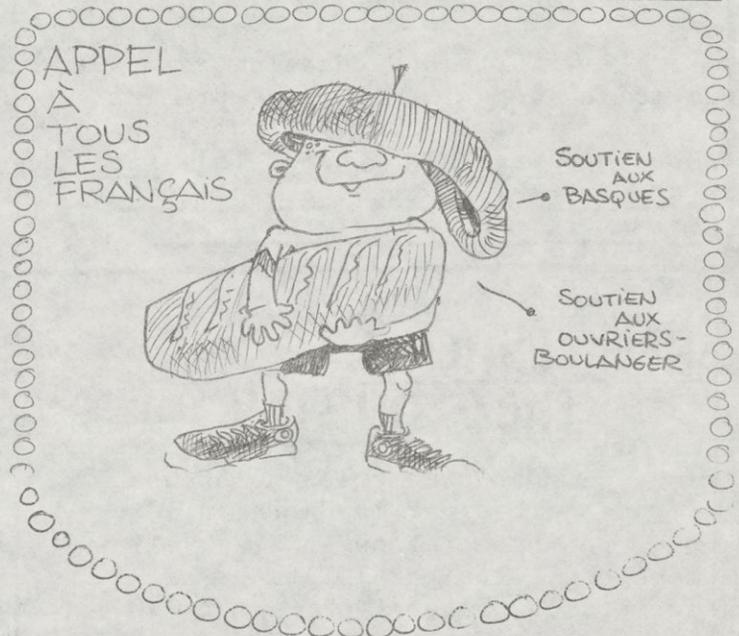
On se fout de nous... de tous les travailleurs.

TARDIF s'étonne que des paysans s'allient aux ouvriers !

La famille PITON ne sera pas expulsée (accord verbal de TARDIF).

Le comité de soutien reste sur ses positions (cf APL dernier n°), et s'engage à suivre et à contrôler de très près la procédure prud'homale.

Le comité de soutien



ATTENTION

En raison de l'importance du numéro, exceptionnellement cette semaine, il n'y a pas, ni sommaire, ni les "bonnes adresses"; et le calendrier est éclaté dans tout le numéro... BONNE RECHERCHE !!!...

Siccna S'MALO : ENCORE UN RACHAT QUI NE SAURAIT SATISFAIRE LES TRAVAILLEURS

● Le chantier naval de la SICCNa n'en finit pas d'être racheté.

Cette fois, il semblerait que cette entreprise occupée par les travailleurs depuis vingt et un mois, démarrerait bel et bien.

Mais dans quelles conditions ?

● C'est fin février que les choses devraient être définitivement réglées.

J. P. Charbonnier, PDG des ACM (Ateliers et Chantiers de la Manche) employant 350 travailleurs à Dieppe, et spécialisée dans la construction de navires et la construction de matériels de mines, reprendrait la SICCNA.

● Lors d'une conférence de presse, ce monsieur a précisé en outre comment il voyait le redémarrage, qui devrait prendre effet le 7 mars.

● Il propose d'embauche 150 travailleurs dans un délai de six mois puis 100 autres dans un délai de trois ans.

● Outre que ce délai est pour le moins long (il n'est pas précisé ce que feront les travailleurs non embauchés pendant ce temps là), rien n'est dit sur la manière dont seront "créés" les cent derniers emplois.

● De plus, et ce n'est pas le moins important, les travailleurs de la SIC-Cna étaient à la date de la mise en liquidation, au nombre de 450 ; 200 travailleurs resteront au chômage.

(...) Un autre fait est à souligner : la période choisie pour redémarrer les activités de la SICCNA : les échéances électorales.

● C'est ce que souligne ironiquement la section CGT qui "regrette que les élections n'aient pas lieu tous les trimestres" mais ajoute-t-elle, "ce qui permettrait de régler bien des problèmes et d'éviter des disparitions d'entreprises".

● C'est tout de même aller un peu vite en besogne que de dire que le problème de la SICCNA est "régulé".

Pour le patronat de la construction navale, certes mais sûrement pas pour les travailleurs !

Et s'il est juste d'exiger rapidement un calendrier écrit, signé, de réembauchage, c'est celui de tous qu'il faut exiger.

● Ce n'est pas dans les projets de la bourgeoisie, qui en outre a décidé de faire de cette région, une région de tourisme. C'est aux travailleurs à lui faire changer de projet !

● Et pour cela, commencer par refuser de quitter le Magellan, ce thornier qu'ils occupent depuis le 13 juin 1975. Affaire à suivre.

Extrait du Quotidien du Peuple

licenciements CHEZ DUBO ?

___ DUBO (semelles de chaussures) absorbée par la SALPA en 1956 puis par Hutchinson en 1974, elle-même contrôlée par TOTAL) devait fermer ses portes (voir APL n° 169).

___ Pourtant l'entreprise a des commandes importantes, de nouvelles fabrications sont prévues : il s'agit d'une opération de restructuration du trust Hutchinson-MAPA.

___ Nouveau rebondissement cette semaine : l'inspection du travail a refusé les 192 licenciements

collectifs qui auraient entraîné la fermeture.... à suivre...

ET DUARIB :

47 licenciements annoncés jeudi à la réunion du comité d'entreprise (32 ouvriers, et 15 employés).

Déjà 52 licenciements ont été effectués, soit maintenant 100 personnes sur les 180 travailleurs de l'entreprise.

LA VALSE des VACATAIRES à la m.a.n.



avant: Elles étaient trois :

- la secrétaire du régisseur ;
- l'hôtesse d'accueil ;
- une standardiste vacataire.

La secrétaire du régisseur est partie en congé de maternité ;
L'hôtesse d'accueil a quitté notre région.

En remplacement de ces deux personnes, on a recruté une vacataire qui assure le secrétariat du régisseur dans le hall d'accueil.

après Monsieur le régisseur, s'étant prouvé à lui-même qu'on pouvait tenir à la fois le poste de secrétaire et d'hôtesse d'accueil, a décidé d'offrir cette "brillante promotion" à sa secrétaire en titre qui revient à la MAN après son congé de maternité le 21 février 1977.

En conséquence, la vacataire de l'accueil est déplacée au standard....

"moralité de l'administration nouvelle"

Elles ne sont plus que deux...
La vacataire du standard est licenciée.. Il n'y a jamais eu de suppression de poste...

(administration nouvelle : vieille méthode) LA MAGIE DE L'ADMINISTRATION EST AINSI FAITE ; 1 CHOMEUR DE +

La section CFDT des impôts a déposé un préavis de grève illimitée du personnel du standard, pour le maintien du personnel actuel de la MAN, géré par la direction des services fiscaux.

La lutte menée visé non seulement le maintien des effectifs, mais leur augmentation.

L'INTERSYNDICALE de la MAN a décidé de soutenir activement et financièrement cette grève.

Elle appelle le personnel de la MAN à :

- s'informer sur l'utilisation des vacataires à la MAN (et en particulier dans les services fiscaux) ;
- à soutenir l'action engagée par tous les moyens qui seront proposés.

• Tout en déplorant la gêne apportée aux usagers et aux personnels, nous ne pouvons tolérer les pratiques de l'Administration vis à vis des vacataires.

L'INTERSYNDICALE
INTERSERVICE DE LA MAN

Réunions H.R. sur le plan Barre-programme Commun

- Dans le cadre de sa campagne contre le plan Barre et le programme commun, deux versions d'une même politique bourgeoise, l'Humanité Rouge organise plusieurs réunions publiques.

- L'Humanité Rouge reste fidèle aux idéaux du marxisme léninisme contre les révisionnistes opportunistes et autres droitier. Ses militants expliqueront la position d'abstention aux prochaines élections aux lieux et jours suivants :

- à Nantes, Centre Social Malakoff le 22 février à 20 H 30
- à Nantes, Centre Social Malakoff le 5 mars à 20 H 30
- à Orvault, Foyer Jeunes Petit Chantilly le 4 mars à 20 H 30
- à Plessé le 9 mars à 20 H 30
- à Saint Laurent des Autels (49) Mairie le 22 février à 20 H 30
- à Montrevault (49) Mairie le 9 mars à 20 H 30

l'Humanité Rouge

MEETING L.C.R.
(AVEC ALAIN KRIVINE)

SUR LES MUNICIPALES

VENDREDI 4 MARS
THEATRE DE REZÉ

⑤ PAYSANS

MESANGER: Retour à la Pinsonnière ?

Conférence de Presse PAYSANS-TRAVAILLEURS avec la famille PELLERIN



Juin 75, deux ans bientôt... Une petite commune de Loire-Atlantique, 6 heures du matin : appuyés par une automitrailleuse, 600 CRS armés, les fusils chargés à balles, se déploient silencieusement dans les champs.

Charles et Marie Pellerin et leurs enfants, fermiers de Mésanger, près d'Ancenis, sont expulsés.

Deux ans bientôt... Mésanger, La Vigne Marou, Cheix en Retz... et depuis Notre Dame, Sion les Mines : propriétaires avides et sans scrupule, luttés des fermiers, pas de cadeau.

Soutenus par les Paysans-Travailleurs, les expulsés de Mésanger reprennent aujourd'hui l'offensive.

L'action qu'ils intendent en justice peut aller loin : jusqu'à la réintégration du fermier, avec expulsion, par la force publique du propriétaire Retier, pour reprise frauduleuse.

Et même si la justice, une fois de plus, s'agenouille devant la Propriété, tord les textes et sauve Retier, la balle est relancée : l'expulsion d'un fermier n'est pas la fin d'une action foncière, et la lutte continue.

TRIBUNAL
PARITAIRE
DES BAUX RURAUX - NANTES

le 19 janvier 1977

"Mon cher Maître,

"Voudriez-vous pour la prochaine audience de conciliation,

A la requête de :

1°) Monsieur PELLERIN Charles, exploitant agricole, né le 11 août 1930 à MESANGER (44), de nationalité française,

2°) Madame PELLERIN née RABU Marie-Thérèse, son épouse, demeurant ensemble à la Bellangerais à ANCENIS.

Citer : Madame Jacqueline RETIER épouse CHASSANITE, enseignante, demeurant à la Pinsonnière en MESANGER (44).

Objet du litige :

Le 20 avril 1972, le Tribunal Paritaire des Baux ruraux de NANTES, section d'ANCENIS, validait un congé donné aux époux PELLERIN par Clovis Retier es-qualité d'administrateur légal de sa fille mineure Jacqueline, au bénéfice de celle-ci. Le dit jugement était signifié aux époux PELLERIN le 7 janvier 1974, et non frappé d'appel..

Le 28 juin 1975, les époux PELLERIN étaient videmment expulsés par la Force Publique. Depuis lors Monsieur →



RETIER Clovis exploite les parcelles visées au congé s'étant d'ailleurs installé sur les lieux à la Pinsonnière en MESANGER.

Or, le bénéficiaire de la reprise était Dame RETIER épouse CHASSANITE. Il y a donc eu reprise frauduleuse.

LA DEMANDE

Les époux PELLERIN considèrent que la reprise a été frauduleuse et demandent :

- 1°) Ré-intégration dans le fonds. Expulsion des occupants actuels.
 - 2°) Dommages-intérêts se décomposant comme suit :
 - préjudice résultant de l'expulsion..... 21 429,61 F
 - préjudice moral très important..... 30 000,00 F
 - remboursement des frais d'expulsion..... 7 706,01 F
 - frais judiciaires..... 10 000,00 F
 - préjudice économique du jour de l'expulsion à celui de la ré-intégration. mémoire
-
- TOTAL SAUF MEMOIRE..... 69 135,63 F

le tout en application des dispositions de l'article 846 code rural.

Recevez, je vous prie, mon Cher Maître, l'assurance de mes sentiments bien dévoués."

CHEVROTINES ?

L'audience en conciliation jeudi dernier à Nantes, n'a rien donné : la prochaine étape de la procédure est le 17 mars, devant le Tribunal Paritaire des Baux Ruraux à Nantes à 14 Heures.

La séance sera publique, on ne s'ennuiera pas.

A signaler : la date, c'est entre les deux tours des municipales, et le Maire de Mésanger qui, en juin 1975, refusé devant 600 personnes le moindre geste de solidarité, va devoir s'en inquiéter.

Quant à Clovis Retier, propriétaire irascible, gardons pour la fin son commentaire : "qu'ils viennent à la Pinsonnière, je les attends avec des chevrotines".

MÉSANGER

BREF HISTORIQUE

(Paysans-Travailleurs et sympathisants)

1974

Charles PELLERIN, 44 ans, Marie 42 ans, 2 garçons 13 et 15 ans.

Ils sont en location à la Pinsonnière en MESANGER depuis 1964.

RETIER Jacqueline, mineure à l'époque, achète cette ferme et exerce son droit de reprise pour novembre 1973.

Elle est enseignante et depuis l'est toujours restée.

Son père, Clovis, 52 ans en 74 est cadre à la SNCF et exploite déjà une vingtaine d'hectares. Il aspire à passer sa retraite SNCF comme exploitant à la Pinsonnière.

LE 4 NOVEMBRE 1974

Le syndicat local s'était satisfait d'obtenir un délai de grâce d'un an.

A l'appel des Paysans Travailleurs de la région d'Ancenis, un rassemblement de 300 paysans s'organise à la Pinsonnière. A partir de ce jour, une garde est mise en place, jusqu'au 20 novembre.

LE 20 NOVEMBRE 1974

Des flics, l'huissier, des camions à bestiaux et de déménagement...

Le Préfet a choisi ce jour là car il y avait rassemblement sur Nantes pour soutenir 5 inculpés des actions viande.

100 paysans sur 140 de Mésanger l'empêchent de réaliser cette sale besogne.

15 DECEMBRE AU 15 MARS 1975

Nous étions relativement tranquilles, sous prétexte d'une loi qui prévoit de ne pas expulser les gens pendant cette période. NOUS organisons des réunions débat tout en préparant un film sur le sujet : LA REPRISE ABUSIVE.

Au 15 mars, la garde reprend. →

MÉSANGER (suite)

27 JUIN 1975

Le 23 juin, Clovis RETIER, vient planter ses piquets dans un champ d'orge à Charles et Marie : ils viennent implanter une maison.

Les CRS sont dans la région, notamment chez notre actuel président du Conseil Général.

Retier vient avec un tractopelle saccager le champ d'orge. Nous sommes plus de 600 personnes présentes.

Le 27 juin, à 6 heures du matin, 600 CRS prennent place autour de la Pinsonnière avec une auto-mitrailleuse : c'est l'expulsion.

Le Maire de Mésanger refuse d'intervenir.

LE 27 JUIN AU SOIR

La famille PELLERIN est emmenée dans le Maine et Loire avec leurs animaux. Il n'y a qu'un garage pour logement et un pré pour 32 animaux.

Nous les retrouvons très vite et ramenons la famille et ses meubles sur la place de l'église à Mésanger.

Mr Clairon, Maire, fait fermer les portes de l'église et essaie de trouver un local.

Ce sont les Paysans Travailleurs qui trouvent un sympathisant à l'action pour loger le meuble.

La famille PELLERIN est logée chez un Paysan Travailleur.

La semaine suivante, des affrontements ont lieu avec le syndicat local pour ramener les animaux.

Finalement, ils sont répartis chez les paysans à Mésanger et non pas dans les champs des Paysans Travailleurs.

LA FERME DU "20 NOVEMBRE 1975"

Il a fallu 4 mois pour trouver de la terre, 14 ha à Mésanger, construire une étable, constituer des stocks pour l'hiver, s'occuper des semis d'hiver de cette nouvelle ferme.

Cette solidarité a concerné plus de 300 paysans de la région.

Nous baptisons cette ferme, la "ferme du 20 novembre", en souvenir de la solidarité des paysans de la commune qui a permis d'éviter la tentative d'expulsion une année plus tôt.

LE 17 JANVIER 1977

Nous aurons attendu 18 mois pour reprendre des initiatives.

Tout d'abord sur le terrain juridique. Il faut se rappeler que le tribunal validait le congé en faveur de la fille Jacqueline Retier et non du père. Il se trouve qu'ostensiblement, Clovis Retier exploite la ferme.

Pas un agriculteur, pas un commerçant ne peut dire le contraire ; sa fille est institutrice dans le Maine et Loire et n'a jamais participé aux travaux, ni à la gestion de la ferme.

Alors, il y a donc reprise frauduleuse. La famille PELLERIN a donc droit à une réintégration dans les lieux et une indemnisation de dommages et intérêts.

Paysans Travailleurs et sympathisants

Le film sur les médicaments: **SANTÉ**

"UNE GELULE 3 FOIS PAR JOUR"

sera présenté cette semaine par le S.M.G. avec débat à 20h30

le mardi 22 à la cité radieuse Rezé

mercredi 23 Cité Port Boyer (centre socio-culturel)

Jeudi 24 Bout des Landes (")

Vendredi 25 Sillon de Bretagne (")

Mardi 2 Mars C.H.U. (Hotel Dieu 2ième étage)

PRESENTATION DEBAT autour du livre

" LES ECOLES SAUVAGES "

de Luc Bernard , paru chez stock

MERCREDI 23 à 20H30

Lieu non encore précisé (demander à la Librairie 71)

LAIT, MATIÈRE AZOTÉE

PAYSANS-TRAVAILLEURS

CONTRE

LABORATOIRES

En moins d'un mois, plus d'une centaine de Paysans Travailleurs (Finistère, Morbihan, Côtes du Nord) sont intervenus au laboratoire d'analyse laitière URCL de Carhaix.

Et jeudi dernier, en pleine nuit les paysans ont détruit tous les échantillons d'analyse se trouvant au laboratoire.

Dans le même temps, de nombreuses réunions ont lieu à la base dans les localités.

En effet, les entreprises et les coopératives de Bretagne ont entrepris de payer le lait à la matière azotée.

Pour les Paysans Travailleurs de Bretagne comme pour ceux de Loire-Atlantique, la menace se profile en plus du paiement à la matière utile : et les producteurs n'auront plus aucun contrôle sur les analyses.

Déjà, les expériences menées dans les Charentes, avec double prélèvement et analyses dans deux labs différents ont prouvé les dangers de cette situation.

Enfin, avec le paiement à la matière utile, le prix de base du lait sera supprimé, tout évoluera en fonction des prix de marché, et les différences, avec le paiement à la matière utile (matières grasses, matière azotée) ira jusqu'à 40 gr par litre entre deux producteurs.

"C'est donc une nouvelle bataille qui s'engage : elle sera un test pour les Paysans Travailleurs, qui vont devoir se battre non seulement contre les laiteries privées ou coopératives, mais aussi contre les tenants du syndicalisme officiel FNSEA favorable eux, au paiement à la matière utile".

D'après Libération du 14 février 1977



Paysans et Salariés de l'Agriculture. 2^e SESSION

DE FORMATION / RECHERCHE

Une première session a eu lieu les 20 et 21 janvier dernier sur les industries agro-alimentaires.

Elle a regroupé pendant deux jours près de 50 paysans. Le compte-rendu de cette session est en cours de réalisation.

Une deuxième session, déjà annoncée, aura lieu les jeudi 3 et vendredi 4 mars.

THEME : La propriété foncière et le mouvement paysan.

LIEU : Les Maudières
31 rue des Maudières - REZE

PROGRAMME

JEUDI 3 MARS

Matin : 10 h présentation de la session.

10 h 30 : Exposé sur l'histoire de la propriété foncière de 1789 à 1946 (quelques chiffres, politique voulue par le pouvoir et par la Propriété suivant les différentes périodes, attitude des paysans) avec Yannick Guin.

Après-midi : 14 h 30 Le statut du fermage : - dans quel contexte politique a-t-il été voté ?

- discussion avec un ancien syndicaliste sur les conditions des fermiers et métayers après la dernière guerre et sur leurs luttes.

Avec Louis Maisonneuve (père).
En soirée : Montage diapos sur la Californie réalisé par un paysan de Loire Atlantique. D'autres propositions sont souhaitées.



... (Suite)

VENDREDI 4 MARS

9 h : Exposé sur les réformes de structure depuis 1960 avec Joseph Bourgeois.

Bilan des actions foncières depuis 1960.

Présentation de pistes de travail.

14 h 30 : Discussion en groupes sur les projets d'actions.

Bilan de la session et perspectives.

La participation aux frais est fixée à 100 F (repas, couchage).

Les inscriptions sont à envoyer à

Jean Martin La Planchette

44 MONTBERT

tél : 26-73-43

avant le premier Mars.

SOUSCRIPTION un mois pour sauver NAUSSAC

— à NAUSSAC en GEVAUDAN, 66 familles, une quarantaine de paysans, 600 bovins, 2 000 ovins s'obstinent à vouloir vivre sur 1 300 ha de terres que le pouvoir veut noyer pour faire un barrage réservoir dont les objectifs ne sont toujours pas clairement définis.

— La lutte s'organise sur tous les fronts : manifestations unitaires, train stoppés, dossiers dé-

dérobés, pelle mécanique incendiée, recours en Conseil d'Etat pour contester l'Utilité Publique... etc...

Mais elle coûte cher.

NOUS SOMMES TOUS CONCERNES

Envoyer et libeller vos chèques au nom de : Gisèle TUZET

2, allée des Géraniums

48300 LANGOGNE

DEBATS -

MARXISME et/ou FOI CHRÉTIENNE ?

Le débat Marxisme-Christiannisme semble dépassé à certains, source de plaisanterie faciles à d'autres (ce qui n'est pas sans rappeler la condescendance de certains révolutionnaires lors de la naissance des mouvements féministes ou écologiques).

→ Et pourtant, des questions politiques continuent à se poser avec insistance et pas seulement dans le milieu rural traditionnel.

→ Quelle est là conception de Marx de la religion ? Que disent les marxistes aujourd'hui de la religion ou des formes nouvelles qu'elle peut prendre ?

Une table ronde privilégiant le débat public est organisée par les chrétiens pour le socialisme de Nantes.

Elle verra la participation de militants de différents horizons politiques (un marxisme athée, un marxisme "chrétien", et un paysan de formation chrétienne).

Débat public le vendredi 25 février à 20 H 30 au foyer de la jeune travailleuse Place Sainte Elisabeth.

ERDRE (BORDS de-)

DU NOUVEAU ?...

● A l'initiative du comité pour l'accès aux bords de l'Erdre (CABE), s'est déroulé mercredi dernier à la Chapelle sur Erdre, un débat public.

● Une soixantaine de personnes étaient présentes, et pour la première fois, on remarquait dans l'assemblée, des représentants de propriétaires des rives de l'Erdre.

● Un membre du CABE présenta un compte-rendu de la réunion du 20 janvier convoquée par le syndicat intercommunal des bords de l'Erdre en la Mairie de Nantes.

● Cette réunion du 20 janvier était prévue depuis avril 75, et s'est déroulée un an et demi après, en pleine période électorale !

● De nombreuses associations luttant depuis des années pour l'accès aux rives de l'Erdre n'avaient pas été convoquées.

Le CABE y réaffirma ses positions : reconnaissance d'un droit de passage sur toutes les rives de l'Erdre en fonction de la topographie, et refus de tous les aménagements de luxe (comme l'anse de Port Saint Jean à Carquefou) qui coûtent des millions aux contribuables.

Le CABE affirme en conclusion "qu'il ne faut pas attendre grand chose de telle réunion du syndicat intercommunal, le problème retombera dans les oubliettes après les élections municipales malgré les belles promesses".

● Le représentant des propriétaires, sans convaincre l'auditoire, affirma qu'assez de rives étaient ouvertes au public, qu'il fallait se battre pour que soit reconnu le passage sur les grandes propriétés plutôt que de réclamer l'accès aux petites propriétés (dont il fait partie bien sûr !).

● Il termina en disant qu'il vaudrait mieux discuter calmement plutôt que de tenter des épreuves de force.

Pour le CABE il est évident que si le problème de l'Erdre fait tant parler de lui, si des mesures de sauvegarde (par le biais des P.S.O.) ont été prises, si des propriétaires reconnaissent maintenant le passage, c'est bien parce-que depuis maintenant 8 ans, le comité a tout fait pour que cette injustice soit réparée.

● Il est aussi révélateur qu'un comité identique s'est créé sur les bords de la Sèvre Nantaise, et que des contacts étroits sont menés entre les deux comités.

● Enfin, dans quelques jours, les conseillers municipaux sortant et les candidats aux élections recevront une "lettre ouverte", leur demandant de publier clairement leurs positions, face à l'accès aux rives de l'Erdre.

● Ces lettres, une par commune, seront diffusées largement à la population des communes de Carquefou, Sucé, la Chapelle.

Correspondance APL CABE

F.A.

→ La Fédération Anarchiste organise une conférence débat autour du livre de Maurice LAISANT "La pilule ou la bombe".

→ Il s'agit d'un livre qui dénonce la pénurie dans tous les domaines de la vie, pénurie qui ne pourrait que s'aggraver avec la surpopulation.

→ Sommes-nous sur terre pour être nombreux ou pour être heureux ?

→ Est-ce un critère pour une femme de mettre au monde un enfant tous les neuf mois.

Débat avec la participation de l'auteur, le samedi 26 février à 20 H 30.

A la Fraternité Protestante, 3 rue Amiral Duchaffault (près de la place Mellinet).

Fédération Anarchiste de Nantes.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU COMITÉ DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI

(avec la participation d'un membre du front Polisario)

La constitution à Nantes d'un comité de soutien au peuple sahraoui remonte à septembre 76. Il regroupe des démocrates français et étrangers (essentiellement des tunisiens).

La venue en France d'un représentant du Front Polisario coïncide à quelques jours près avec le premier anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie Démocratique (RASD).

- HISTORIQUE :

Au cours de cette conférence de presse, le représentant du Front Polisario a rappelé l'historique de la colonisation du Sahara Occidental et les premières étapes de sa lutte pour la libération. :

La colonisation espagnole commence en 1880 ; cette occupation progressive sera définitive en 1936. Elle se fait de façon relativement pacifique, ce qui explique l'absence de résistances, contrairement à la Mauritanie où se développe immédiatement une résistance à l'occupation française beaucoup plus visible.

Après la guerre en 1945, naissance des mouvements de décolonisation en Afrique, avec collaboration des différentes armées de libération nationales. Les sahraouis participeront activement à l'armée de libération marocaine (et également plus tard à l'ALN algérienne).

1956 : Proclamation de l'indépendance du Maroc.

A partir de cette date, le gouvernement marocain cesse tout soutien à l'armée sahraouie, et contribue en particulier, en coupant brutalement toute livraison de vivres et de munitions, au succès de l'opération militaire "écouvillon" réalisée en 1958 par les armées espagnoles et françaises et qui aboutit en 1959, à l'anéantissement de la résistance sahraouie.

1960 : L'ONU reconnaît le droit à l'auto-détermination du peuple sahraoui.

Entre 1964 et 1971, l'ONU adoptera 14 résolutions en faveur de la décolonisation du Sahara.

Pendant ce temps, la réflexion sur la situation des pays voisins ayant accédé à l'indépendance alors que l'Espagne continue le pillage du Sahara, ainsi que l'expérience accumulée au cours des luttes antérieures contribuent à forger une conscience nationale qui s'exprimera pour la première fois dans le MLS (Mouvement de libération du Sahara).

17 JUIN 1970 :

Manifestation du peuple sahraoui en faveur de l'indépendance. La dure répression qui suivit (40 morts) va provoquer un tournant dans la lutte pour l'indépendance jusqu'alors pacifique : la lutte armée devient la seule forme possible pour parvenir à l'indépendance.

NAISSANCE DU POLISARIO

De là, va naître le 10 MAI 1973, le Front Polisario constitué d'anciens membres du MLS, et d'autres sahraouis, en particulier d'étudiants.

En été 73, les premières armes arrivent, fournies par la LYBIE.

Il y a à ce moment là, environ 60 000 soldats espagnols au Sahara espagnol, ainsi qu'une grande partie de la légion étrangère (directement payée par les sociétés exploitant les phosphates).

En 1974, devant l'activité du Front Polisario et la pression internationale (ONU), l'Espagne provoque la création du PUNS (Parti de l'unité nationale Sahraouie) qui réclame l'indépendance, mais en fait demande la création d'un état sahraoui satellite de l'Espagne.

Pendant ce temps, le gouvernement marocain précise ses revendications sur le

.../...

- Comité de soutien au peuple sahraoui (suite)

Sahara.

En juillet 1974, il fait appel à l'opposition pour lancer une offensive en vue de la "récupération du Sahara".

Création également en 1974, d'une unité de l'armée marocaine destinée spécialement à poursuivre le Front Polisario.

Dès 1974, Hassan II commande 100 000 exemplaires du Coran : il préparait donc la marche verte dès cette époque.

L'année 1975, est marquée par l'intensification de la lutte armée.

Le 16 octobre 1975, la cour internationale de justice de La Haye estime que ni le Maroc ni la Mauritanie ne sont parvenus à faire la preuve de leur prétention à une souveraineté historique sur le Sahara occidental, et se prononce en faveur de l'auto-détermination du peuple sahraoui.

Avant cette défaite juridique et diplomatique, le gouvernement marocain réagit et le même jour, annonce la marche verte pour couvrir en fait l'invasion militaire qui se prépare à une centaine de km à l'Est du point de départ de la marche verte.

Le 31 octobre 75 : invasion militaire marocaine. De nombreux combats se déroulent, balyant toute la population devant elle.

Pendant quatre mois, l'armée espagnole collabore avec l'armée marocaine.

Le 26 février 1976 : l'Espagne met fin à sa présence au Sahara.

La Mauritanie rentre en guerre le 10 décembre 1975.

Les combats entraînent de nombreuses victimes civiles. Chaque occupation de ville est accompagnée de massacres et de tortures entraînant un exode massif de la population vers les zones contrôlées par le Front Polisario.

Celui-ci lance alors plusieurs offensives et plus de la moitié du territoire est libéré.

Au départ, l'armée marocaine sous-estimant la résistance sahraouie, occupe tout le territoire y compris les postes avancés occupés précédemment par les espagnols

Cette tactique se révèle trop coûteuse pour elle et l'armée marocaine se replie alors pour se concentrer sur les points stratégiques (les gisements de phosphate, d'Abou Craa en particulier).

Le 27 février 76, la République arabe sahraouie démocratique est proclamée. Cette proclamation est faite en territoire libéré, à 80 km de la frontière algérienne.

- LA SITUATION ACTUELLE :

Les attaques du Front Polisario sont quotidiennes contre les troupes d'occupation et même au Maroc et en Mauritanie.

Le Front Polisario détient environ 600 prisonniers marocains et mauritaniens. (50 prisonniers par mois environ). Il donne chaque jour, le nom des morts et des blessés.

Une grande partie de l'armement du Front provient de la récupération du matériel des armées marocaine et mauritanienne. Ils sont en particulier actuellement, équipés de jeep américaines ultra-modernes livrées en 76 au Maroc.

.../...

L'activité du Front Polisario au cours de sa première année a consisté essentiellement à recenser la population celle-ci en grande partie nomade, était jusqu'alors difficile à évaluer (70 à 300 000 selon les estimations marocaines). 700 000 d'après le recensement du Front, sans compter les réfugiés.

Il y a actuellement 105 000 réfugiés sahraouis en Algérie, survivant essentiellement grâce à l'aide algérienne. Ces camps de réfugiés ont été bombardés au Napalm en janvier et février 76.

Le Sahara occidental est actuellement occupé par environ 30 000 soldats marocains, et l'armée mauritanienne au complet. (cette armée est passée de 2 000 à 16 000 hommes depuis le début de la guerre).



LES FEMMES
DANS LA
LUTTE ARMÉE

Actuellement, pour le Front Polisario, la priorité est à la lutte pour l'indépendance et la dignité du peuple sahraoui et le retour au territoire national.

Sur cette base participent au Front des gens d'origine diverse (par exemple le vice-président du PUNS appartient au Front Polisario, et la bourgeoisie a également pris les armes pour lutter pour l'indépendance).

Cependant, récemment, le Congrès du peuple sahraoui a opté pour l'évolution vers un état socialiste.

Donc priorité : être maître du terrain et empêcher le génocide. D'où la grande importance de l'aide algérienne.

D'autre part, importance du soutien de l'opinion internationale :

- 9 pays africains + la Corée du Nord ont déjà reconnu la République arabe Sahraoui Démocratique.

- La RASD sera représentée au prochain sommet de l'OUA. Il semblerait qu'une grande partie des pays africains soit acquise à la cause révolutionnaire. Le Maroc risque donc de subir une défaite.

- En Mauritanie même a eu lieu il y a une dizaine de jours, la première manifestation de mauritaniens à Nouatchok contre la guerre au Sahara occidental et pour le départ des troupes marocaines du territoire mauritanien.

Il y a eu une dizaine d'arrestations.

- Enfin, au Maroc, une partie de la gauche marocaine commence à prendre partie pour l'auto-détermination du peuple sahraoui. En particulier, le mouvement du 23 mars s'est scindé en "23 mars extérieur" (qui comprend les marocains résidant à l'extérieur du Maroc) qui reste partisan du Sahara marocain, et en "23 mars intérieur" (ceux qui sont restés au Maroc) qui s'est prononcé en faveur de l'auto-détermination des Sahraouis.

Au cours d'un procès récent, de très nombreux militants marocains favorables à ce cette auto-détermination ont été condamnés à de très lourdes peines de prison (dont une quarantaine à la réclusion perpétuelle).

ACTUELLEMENT, le Front Polisario demande notre soutien essentiellement en diffusant au maximum l'information sur leur lutte. Dans ce but auront lieu de nombreux meetings et à Paris aura lieu le 28 février le 1er anniversaire de la République Arabe Sahraoui Démocratique.

Il faut signaler l'importance de la participation des femmes à la lutte. Celles-ci sont regroupées en une "Organisation des femmes" autonome, ayant son propre bureau politique, tout en étant membre du Front

Polisario. Les femmes participent à la lutte armée et suivent l'instruction militaire au même titre que les hommes. Leur importance est surtout grande

dans les camps de réfugiés et dans les zones libérées. Elles ont, en particulier, pris en main toute l'administration, les hôpitaux, la production artisanale.

Corr. APL

BASQUES: "Libérés" de l'île d'Yeu, mais interdits de séjour en EUSKADI

Le vendredi 18 février 1977, les Basques assignés à résidence à l'île d'Yeu ont été avertis dans la matinée qu'ils allaient être transférés sur le Continent dès l'après-midi.

— l'arrivée à Fromentine

Descendus à l'embarcadère à 15 H 30, ils ne savaient toujours pas s'ils allaient être libérés ou bien assignés à une autre résidence. Bien que confiants, ils restèrent très incertains sur leur sort.

— escorte policière

Ce n'est qu'une fois arrivés à BEAUVOIR/MER, dans des estafettes de la gendarmerie et escortés par trois cars de CRS qu'ils ont eu connaissance de la notification de la fin de leur assignation à résidence à l'île d'Yeu, mais aussi, du contenu de l'engagement qu'ils devaient signer pour être libérés.

"Libres" sous conditions

Cet engagement stipule qu'ils ne franchissent pas les frontières sans l'autorisation du Ministère de l'Intérieur, et surtout qu'ils ne résident pas dans les départements frontaliers suivants : ARIÈGE, HAUTE-GARONNE, HAUTES-PYRÉNÉES, PYRÉNÉES ATLANTIQUES, PYRÉNÉES ORIENTALES.

— rien n'est réglé...

Enfin, s'ils ne respectaient pas cet engagement, ils encourraient le risque de ne plus bénéficier de l'article 33 de la Convention de Genève, les protégeant contre l'expulsion *

... pour leur retour

Les Basques qui avaient tous l'espoir de rejoindre les Pyrénées Atlantiques où résident leur famille pour la plupart, sont restés très circons-

pects à cette annonce et ont demandé à pouvoir en délibérer ensemble et à huis-clos.

... en EUSKADI

● Le commissaire leur a donné cinq minutes de délibération et pas plus, e, leur laissant entendre que s'ils ne signaient pas, ils retournaient immédiatement à l'île d'Yeu ou à Lille.

● Le commissaire n'a pas dû entendre les protestations des Basques se plaignant d'avoir été relégués pendant quatre mois sur une île, alors qu'on ne leur donnait que cinq minutes pour choisir d'aller partout, sauf précisément, là où ils veulent aller !

● Finalement, ils ont tous signé l'engagement. Mais dans la conversation, ils affirmaient leur désir de pouvoir un jour regagner leur pays Basque. CEN EFFET, 3 D'ENTRE EUX AURAIENT DEJA ETE INTERCEPTES PAR LA POLICE ALORS QU'ILS RENTRAIENT CHEZ EUX

* Il semblerait que juridiquement, ce paragraphe est "paradoxal", dans la mesure où l'interdiction de résidence dans les cinq départements frontaliers n'est pas conforme à la Convention de Genève.

Un recours en justice a d'ailleurs déjà été fait par leur avocat à ce sujet.

Enquête APL



À LA VEILLE DES MUNICIPALES,

POSONS LES EXIGENCES DES TRAVAILLEURS D'ORVAULT

A la veille des élections, la Municipalité d'Orvault tente de présenter un bilan positif de son action :

MAIS, DERRIÈRE LES MOTS, QUELLE EST LA RÉALITÉ ?

* Pour les enfants des écoles :

Les prix de cantine, les plus élevés de la région .

* Au niveau de l'emploi :

Où sont les emplois à Orvault ?
Quelle aide aux chômeurs ?

* Pour les logements :

Des loyers et des charges qui grimpent.
Des prix de terrains qui galopent, ...
et nos salaires qui sont bloqués.

* Au niveau culturel :

Aucun animateur dans une ville de
22 500 habitants.

Autre exemple :

Dans le dernier bulletin municipal, le maire affirme que partout "la commune s'est dotée d'équipements multiples... équipements sportifs couverts ou terrains d'entraînement".

OU SONT ILS A LA BUGALLIERE ?

Où sont tous les terrains de sport prévus sur les plans de la ZAC et comptés dans le prix des maisons ?
Que représentent les équipements actuels pour une petite Agglomération de près de 4 000 habitants ?

ET SANS LES INITIATIVES ET LES ACTIONS,

parfois dures des habitants du quartier, des parents d'élèves organisés en associations, nous n'aurions pas les écoles que nous avons, nous n'aurions pas de transport en commun...

Ce n'est pas forcément la Municipalité qui est responsable de tout

cet état de fait, mais LE SYSTEME ECONOMIQUE ET POLITIQUE ACTUEL, les promoteurs, les spéculateurs fonciers qui imposent leur loi du profit à la collectivité des travailleurs.

MONTAGE-DIAPOS /et/ DISCUSSION

Pour en discuter avec tous les travailleurs qui le souhaitent, des militants d'Orvault engagés dans diverses associations et syndicats, se sont groupés dans un collectif d'Action et d'Information communales.

Ils vous proposent de venir voir

UN MONTAGE - DIAPOS SUR LE DEVELOPEMENT DES VILLES ET, PLUS SPECIALEMENT, SUR LA CONSTRUCTION DE LA ZAC DE LA BUGALLIERE :

- Avec de nombreuses photos de la ZAC en 1974 ;
- Avec des interviews du Maire et du promoteur.

Après ce montage, nous discuterons sur la place et le rôle d'une municipalité :

- * Que peut faire une municipalité qui se voudrait au service des travailleurs ?
- * Comment les travailleurs peuvent-ils envisager leur place dans une commune pour combattre le capitalisme et préparer le socialisme ?

MONTAGE-DIAPOS & SOIREE-DEBAT

JEUDI 24 FEVRIER 77

20 H 30 au CENTRE SOCIAL DE
LA BUGALLIERE --

Appelé par le Collectif d'Action et
D'information communales
d'Orvault.

MERCREDI 23 FEVRIER

La langue Bretonne, les marées noires en Bretagne, la guerre du remembrement.

Trois montages audiovisuels de Félix Le Garrec encore jamais projetés à Nantes et présentés par leur auteur.

Les montages de Le Garrec sont percutants. Il a travaillé avec Vautier pour certains films avant de choisir sa propre voie.

Cette année, il présentera certains de ses montages dans les écoles de Loire-Atlantique.

Toutes les soirées AR FALZ sont publiques. Une participation aux frais d'organisation sera demandée. Au stand d'AR FALZ, on trouvera les ouvrages d'Histoire et de Géographie de SKOL VREIZ, également en vente à la Librairie 71.

JEUDI 24 FEVRIER

Irlande : le pays des nègres roux.

L'un des meilleurs connaisseurs du problème de l'Ulster est certainement Michel Perraudeau, un Vendéen qui travaille à Angers et qui a écrit ce livre "Au pays des Nègres Roux", dont le titre peut surprendre.

Des diapositives évoqueront la guerre civile en Ulster et permettront à ce jeune auteur d'analyser la situation actuelle.

RENNES: POLITIQUE MUNICIPALE ET IDENTITÉ BRETONNE

(Résumé d'une lettre ouverte de Guy CARO, militant Breton, à l'Union de la gauche).

A Rennes, l'action culturelle est quasi-inexistante pour la municipalité, plus encore, la culture Bretonne est ignorée.

Pas de participation à la Fête de l'Unité de la Bretagne, mais une politique de jumelage qui favorise les relations avec l'Allemagne et les USA.

Un maire qui dit "j'ai trop étudié le passé de la Bretagne pour ne pas craindre la résurgence des particularismes régionaux".

RÉALITÉ DE L'IDENTITÉ BRETONNE

Rennes, une ville née de l'immigration bretonne, mais dont les travailleurs dépendent souvent (31 %) de centres décisionnels extérieurs.

Des facteurs qui expliquent le développement spectaculaire de la culture bretonne (chansons, danses, BZH, succès électoraux des partis bretons, Gwen-Ha-DU acceptés par les centrales syndicales et présents dans les luttes. Mais une maison de la culture encore "gallo".

PROPOSITIONS

- création d'un adjoint pour les questions culturelles bretonnes

d'une commission sur ces problèmes, des moyens pour coordonner et développer la vie associative bretonne.

- une enquête sur les origines bretonnes des habitants.

- une mission d'étude sur le Pays de Galle, des échanges entre Celtes et autres minorités culturelles.

- des écoles maternelles qui pourraient développer la solidarité bretonne, la prise en charge du sentiment d'identité collective bretonne, compatible avec le refus du repli sur soi et de la xénophobie.

UN TEST

Si l'Union de la Gauche se contente de vœux pieux et de promesses, si les divergences entre militants demeurent sur les revendications bretonnes (mal comprises dans leur contenu dynamique d'un changement social), le risque est important de voir les organisations politiques et culturelles bretonnes rester en retrait de soutien à l'Union de la gauche ne comptant plus que sur des actions autonomes.

CINEMATHEQUE

Mardi 22 à 21H: -VALPARAISO de SOUS IVENS
- 17ème Parallèle

KAFORZA

Mercredi 23 à 20H15: "SARTRE PAR LUI-MEME"
Avec le Co-réalisateur
Michel Contat.

GÉOGRAPHIE DE LA BRETAGNE

C'est un numéro spécial de la revue pédagogique "Skol Vreiz" (l'école bretonne, voir en fin d'article).

COMBLER UN VIDE

Ce manuel fait le point sur la situation actuelle en Bretagne. Il ne s'agit évidemment pas de la région-Bretagne-gouvernementale... et par conséquent, la Loire-Atlantique y a sa place.

Les auteurs sont principalement des universitaires (Le Rhun, Palierne et Pinot pour Nantes).

Ils répondent aux besoins ressentis notamment par les enseignants, d'avoir à leur disposition un outil de travail jusqu'ici inexistant. (il en est de même dans le domaine de l'histoire et Skol Vreiz a commencé à éditer une "Histoire de la Bretagne" sous forme de manuels faciles d'accès)

Il n'existe pas en France de travail équivalent au niveau d'une région, d'une province.

DIFFICULTÉS

- pratiquement pas de sources directes ;
- perte de temps pour réunir des documents issus de deux régions administratives différentes : les Pays de la Loire et la Bretagne ;
- difficultés d'édition : l'étude du "milieu", ce n'est pas rentable pour un éditeur parisien ;
- beaucoup de travail (deux ans) et du bénévolat puisqu'il n'y a pas de droit d'auteur.

Notons l'absence de toute aide financière de l'université. "... le fait Breton n'est pas ressenti comme un besoin..." dit l'un des auteurs Nantais.

VIVRE AU PAYS

Le livre présente une partie-texte et une partie-documents : photos, cartes, graphiques, articles de journaux, ainsi que différents dossiers : "La grève du lait",

"Trans-Océan (Brest), une usine pirate modèle ? ", "La presqu'île de Guérande dévorée par le tourisme" etc...

Les auteurs se défendent d'être objectifs (la géo, c'est une science sociale...) et si leur livre "vise à l'honnêteté", il n'est évidemment pas neutre (cf. les titres ci-dessus).

"Une partie croissante de la population, surtout les jeunes, rejetant le fatalisme d'autrefois, refuse l'émigration et réclame le droit à la différence culturelle alors que le capitalisme tend à niveler et à uniformiser l'économie, la culture et même le paysage" (extrait de la dernière partie).

C'est un bouquin chouette, attrayant et dense que l'on peut trouver à la Librairie 71 (40 francs).

Note : Skol Vreiz est une branche pédagogique fondée en 1965 par des militants d'Ar Falz (La Faucille) mouvement culturel progressiste.

compte-rendu de la conférence de presse du 4 février, qui n'a pu passer avant faute de place.

SEMAINE AR FALZ NANTES

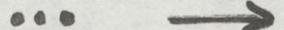
Cette année, la semaine AR FALZ comprend trois soirées au Centre Jean Macé (90 rue du Préfet Bonnefoy à Nantes, 20 H 30).

MARDI 22 FEVRIER

L'agriculture en Bretagne, dynamisme ou domination ?

C'est le titre d'un numéro spécial d'AR FALZ et ce sera le thème que développera Jean-Baptiste HENRY, un spécialiste des problèmes laitiers en Bretagne, avec la participation de Corentin Canévet, Maître-Assistant de Géographie à Rennes et d'agriculteurs de Loire-Atlantique.

La projection de diapositives permettra de mieux faire comprendre la transformation de l'agriculture et ses effets sur les paysans.



lettre ouverte de

L'ORGANISATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS



● La non-réalisation de l'accord entre organisations révolutionnaires à Nantes est un fait très négatif.

Pour notre part, les militants de l'OCT travaillent dans deux comités, à COUÉRON et à ORVAULT, comités qui ont des réalités très différentes, mais tous les deux sont tournés vers le combat concret contre la politique bourgeoise en autonomie par rapport à l'Union de la Gauche, autour de l'objectif :

- POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS ! POUR LE SOCIALISME !

→ Nous avons commencé un travail sur NANTES avec des militants représentatifs de secteurs en lutte, et avons lancé avec eux un Collectif d'Action Municipale se proposant de lier les divers comités de l'agglomération leur permettant éventuellement de présenter une liste sur Nantes, moyen d'ancrage et de démultiplication de l'audience de la campagne.

→ Mais nous étions persuadés que sur ce type d'objectif, l'unité des organisations d'extrême-gauche était à la fois possible et nécessaire pour assurer une campagne de masse débordant le cadre des organisations politiques.

● C'est ainsi que dès le mois de novembre, nous contactons le LCR et le PSU pour mesurer les conditions de l'unité d'action.

L'accord national signé ensuite par l'OCT, LO, la LCR même si le PSU et le PCR n'avaient voulu s'y associer (sur le plan national) nous paraissait un pas important dans ce sens.

Pourtant il n'y aura pas de comité des organisations révolutionnaires à Nantes, les exclusives lancées par LO et la LCR à l'encontre du PSU ont bloqué toute possibilité de lancer de façon unitaire un véritable comité de masse porteur d'une campagne sur des bases politiques révolutionnaires.

Nous avons mesuré la possibilité d'un accord large et riche en possibilités.

→ Nous estimons que l'application du contenu de l'accord national passait à Nantes par l'unité avec le PSU pour la création de ce comité.

→ Nous ne replierons pas sur la stricte unité avec les forces signataires car il ne s'agirait que d'une unité de façade vidée de son contenu.

Mais nous ne renonçons pas, bien évidemment à poursuivre notre propre action sur la ligne que nous nous sommes tracée sur les communes périphériques et à mener une propagande sur Nantes à laquelle nous proposons d'associer tous ceux qui peuvent être d'accord sur ses bases politiques.

NOUS PROPOSONS une journée de débat et de propositions

SAMEDI 5 MARS (après midi et soir)

LES THEMES PROPOSES SONT LES SUIVANTS :

- * LE ROLE DES MUNICIPALITES, les enjeux politiques : quels projets politiques traduisent les affrontements électoraux ?
- * ANALYSE CONCRETE de l'action de municipalités de droite (Nantes, La Chapelle, Orvault) et de gauche (Bouguenais, St Nazaire, Couéron)
Les programmes du P.S.
- * L'OPPRESSION SOCIALE : Pourquoi lutter sur le cadre de vie ? Comment poser les luttes sur la santé, l'urbanisme, le logement, le nucléaire ?
Quelles formes d'organisations (problèmes des organisations existantes ASF, CSCV) ?
- * LES OPRESSIONS SPECIFIQUES (Femmes, santé, immigrés) et le problème de liaison de ces luttes.

Organisation Communiste
des Travailleurs.

INSOUMIS : GRÈVE DE LA FAIM

Deux camarades, Noël Gendron et Jacques Berton, ont entamé une grève de la faim dans une caserne à Paris depuis le samedi 29 janvier 1977.

NOËL est insoumis à l'armée depuis plus de 3 ans et vivait dans les Pyrénées Orientales sans avoir jamais été inquiété dans une douce clandestinité.

Appréhendé près de chez lui, dans la région parisienne, il se trouve actuellement à Fresnes après avoir transité dans la prison militaire du 1er Régiment du Train à Paris, avec un autre insoumis, J. Berton.

Un comité de soutien s'est constitué à Perpignan pour soutenir son action et celle de son camarade en lutte.

Des actions sont possible :

- écrire à Mr Stéphan (voir ci-dessous) ;

- écrire aux deux insoumis pour leur soutenir le moral (Noël Gendron, prévenu militaire, arrivant du, 4 février 1977, Maison d'Arrêt, 3^eème division 94 FRESNES.

- envoyer du fric (frais d'avocat) à Nicole Alligier, CCP 2268 752 Montpellier, avec mention pour Noël et Jacques.

- informer au maximum.

Corres. APL

Lettre ouverte au juge d'instruction

Monsieur Stéphan
Juge d'instruction au TFPA
20 rue de Reuilly
75012 PARIS

Monsieur le Juge,

Deux hommes sont actuellement enfermés à Fresnes pour avoir refusé d'effectuer leur service militaire.

L'insoumission politique à l'armée est réprimée dans notre société, comme un acte portant atteinte

à la sécurité de l'état. Mais l'état ne se soucie pas de porter atteinte ou non aux convictions politiques et morales des individus.

Refuser de servir une armée asservie à une politique d'exploitation de l'homme, et d'endoctrinement idéologique, est de nos jours un acte de courage.

C'est pourquoi je réclame pour les camarades insoumis Jacques Berton et Noël Gendron en grève de la faim depuis le 29 janvier 77, incarcérés à Fresnes depuis le 4 février 77 après avoir subi les arrêts de rigueurs au Quartier Dupleix :

- au minimum la liberté provisoire ;
- le droit pour chacun de disposer librement de lui-même.

Solidaire de leur acte exemplaire, je réclame le droit à la liberté d'opinion et la libération de ceux qui, préférant risquer leur santé et leur vie plutôt que de se soumettre à l'ordre dérisoire et aveugle des protecteurs des nantis, osent clamer leur révolte et leur droit absolu d'homme libres

Libérez Noël Gendron et
Jacques Berton

A BAS TOUTES LES ARMEES.

NANTES : ANCIENS SOLDATS

Un groupe d'anciens soldats s'est formé sur Nantes (cf. le dernier numéro d'APL).

Il pense que toutes les organisations politiques et syndicales devraient ne pas oublier le problème de l'armée lors de la campagne municipale.

Il y a des soldats qui sont à Nantes et ne doivent pas être oubliés sous prétexte qu'ils n'y sont que de passage.

Pour cela nous proposons :
→ bus gratuit pour les bidasses ;
→ équipements collectifs gratuits (piscine, clubs) ;
→ droit de visite pour contrôler les conditions de vie dans les

casernes ;

→ intervention des conseils municipaux pour exiger les libertés démocratiques dans les casernes.

Ceci n'est qu'une ébauche de sujets de discussion possible ; nous préciserons nos propositions ultérieurement.

Des anciens soldats

DES SOUS POUR LE LARZAC

● Dans le numéro 173 de l'APL, nous parlions de l'objectif immédiat des paysans du Larzac : acheter la propriété de "la Tune" pour compléter au sud, le cordon sanitaire autour du camp militaire actuel.

Ainsi, l'armée ne pourra pas traiter à l'amiable, mais devra entamer de longues procédures d'expropriations : chaque actionnaire du GFA doit être exproprié, ce qui permet une défense collective plus étendue donc plus efficace.

● Aux dernières nouvelles, "la Tune" a été achetée par le GFA les militants ont bien répondu à l'appel lancé par les paysans.

Mais "achetée" ne signifie pas "complètement payée".

Le GFA a encore besoin de quelques parts.

● C'est pourquoi nous renouve-

lons cet appel :

→ vous pouvez envoyer une part entière de 1 000 F. à Me Guy de ROCQUETAILLADÉ, notaire à Millau 8 rue de Mondarous (mentionner, "pour GFA").

→ ou aussi, une mini-part de 30, 50, ou 100 francs (autant que vous voulez) au GIT : 57 rue des Hauts Pavés 44000 NANTES. (chèques au nom de Philippe PENEAU, mentionner : "mini-part GFA").

Le G. I. T.

CPO (CELLES-SUR-BELLE 79)

5-6 MARS

L'UNIVERSITÉ ET LE POUVOIR

CHINE

Le comité de Nantes de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises signale qu'au cours de l'année 1977, sera organisé pour toute la France, 20 voyages en Chine de 3 semaines chacun.

Ainsi 400 personnes, (20 par voyage) pourront visiter la Chine.

Trois types de voyage seront organisés :

- 1 - touristiques pour une première approche du pays ;
- 2 - d'intérêt général ;
- 3 - à thèmes (usines, campagne, art, éducation, justice...).

Ces différents voyages auront lieu de mars à octobre. Toutes les

personnes intéressées pourront prendre contact avec le comité avant le 15 mars en écrivant ou en se présentant aux permanences chaque samedi de 14 à 18 h à cette adresse : Comité A.F.C. de Nantes, 28 rue Jean Jaurès, 44400 REZE.

Comité de Nantes
des Amitiés
FRANCO-CHINOISES

RAPPEL : SEMAINE ANTI-IMPERIALISTES

VOIR APL n° 174

SAINT-NAZAIRE : 12 heures de film sur la CHINE

"COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES"

Les voyageurs de retour de Chine soulignent tous combien les chinois insistent sur les acquis de la Révolution Culturelle (de 66 à 70) : ils parlent tout autant, sinon plus de "Avant la Révolution Culturelle ... Après la Révolution Culturelle" que de "Avant la Libération ... Après la Libération".

Joris Ivens avait déjà filmé en Chine avant la Libération (à Yénan, en 38, pendant la guerre contre l'envahisseur japonais, "400 millions"), après la Libération (en 58, "600 millions avec vous" et "Lettres de Chine"). Cette fois, c'est en 74-75, après la Révolution Culturelle, à la demande du premier ministre Chou en Laf qu'il a réalisé, avec Marcelline Loridan, "Comment Yukong déplaça les montagnes".

LE TOURNAGE

J. Ivens explique les conditions de tournage et leur projet :

"Nous pouvions vraiment aller partout, sauf filmer dans les installations nucléaires. Nous aurions même pu aller au Tibet, seules des raisons de santé m'en ont empêché. Nous étions vraiment dans une position privilégiée.

Remarquez que nous devons chaque fois mériter à nouveau la confiance et justifier nos projets. L'argument d'autorité ne joue pas en Chine. Dans chaque nouvel endroit, nous devons conquérir notre liberté.

La tendance naturelle des gens, c'est de ne montrer que l'aspect positif des choses, d'embellir la réalité. C'est un problème que, je crois, j'ai rencontré partout dans le monde. Quand on reçoit un invité on nettoie la table et on range la vaisselle. D'autant plus lorsque l'invité arrive avec une caméra ...

Mais je suis très patient et je prends le temps qu'il faut pour convaincre. Nous savions que c'était important car nous voulions traiter

de problèmes difficiles et complexes, puisque notre thème central de réflexion c'était la Révolution Culturelle et les transformations qu'elle a opérées dans les différentes couches de la société chinoise ... Toutes les couches ont été touchées. Nulle part les rapports entre les gens ne sont plus les mêmes."

DANS LE QUOTIDIEN

Ces douze films sont pleins de détails significatifs de ces transformations des rapports entre les gens depuis que le Parti Communiste Chinois encourage et fait appel à la prise de responsabilité des masses.

Les ouvriers de l'Usine de Générateurs s'installent chez les paysans, les écoutent, discutent avec eux, travaillent avec eux. A Taking, les ouvriers des champs pétrolifères cultivent la terre, les soldats de la Caserne de Nankin font de même. Un équipage de bateau de pêche est constitué uniquement de femmes.

Les ouvriers critiquent les dirigeants, pourtant issus de leurs rangs. Le professeur Tsien va travailler à l'usine, les ouvriers étudient les oeuvres philosophiques. Le menuisier du Village de Pêcheurs expose ses peintures à la critique des pêcheurs ... Une ouvrière critique la manière de travailler du cinéaste.

Ces films dont le tournage a été achevé en 75 ne rendent pas compte des conséquences des événements récents : la critique de Teng Siao Ping au printemps 76 et l'élimination de "la bande des quatre" à l'automne. Mais ils peuvent certainement aider à comprendre quels sont les acquis actuels et quel est l'enjeu pour l'avenir de la Chine Socialiste.

Association des Amitiés Franco-Chinoises Saint-Nazaire

AU CINÉMA « CELTIC »
45 rue du Maine

**COMMENT YU-KONG
DEPLAÇA LES MONTAGNES**

LE SAMEDI à 17 h 30
LE DIMANCHE 10 h
LES LUNDI et MARDI à 21 h

Tarif normal : 12 Frs
Collectivités, associations, étudiants : 9 Frs
Scolaires en groupe : 6 Frs

ABONNEMENT AUX 5 SÉANCES : 30 Frs

26 Février au 1er Mars « UNE FEMME, UNE FAMILLE »
« RÉPÉTITION A L'OPÉRA DE PÉKIN »

12 au 15 Mars « LE VILLAGE DE PÊCHEURS »
« UNE HISTOIRE DE BALLON »
« ENTRAÎNEMENT AU CIRQUE DE PÉKIN »

16 au 19 Avril « LA PHARMACIE »
« UNE CASERNE »
« LES ARTISANS »

7 au 10 Mai « L'USINE DE GÉNÉRATEURS »
« LE PROFESSEUR TSIEU »

21 au 24 Mai « AUTOUR DU PÉTROLE »
« IMPRESSION D'UNE VILLE : SHANGAI »

Un débat aura lieu à la fin de chaque séance. Une réunion reprenant ce débat se tiendra le vendredi suivant chaque film.

Une crèche-garderie fonctionnera gratuitement lors des séances du samedi et du dimanche.

Des livres et des brochures seront en vente.

SAINT-NAZAIRE : "Comment Yukong déplaça les montagnes" "UNE FEMME, UNE FAMILLE" du 26 février au 1^{er} mars

Un vieux quartier de la banlieue de Pékin. C'est un film sur la vie quotidienne en famille et au travail.

Le personnage central, c'est Kao Chou Lan, trente ans, mariée, une petite fille. Elle est ouvrière soudeuse dans une usine de locomotives depuis l'âge de 16 ans. Depuis la Révolution Culturelle, elle est vice-présidente du syndicat de l'usine.

On suit d'une part Kao Chou Lan dans sa vie privée ; elle partage sa vie entre Pékin où elle rentre chaque week-end retrouver son mari et son enfant, et la cour de son enfance où elle loge en semaine avec sa mère, son frère et sa belle-soeur. La famille de Kao, c'est aussi les voisins et parfois leurs disputes.

Kao Chou Lan parle du mariage, de l'amour, de l'éducation des enfants,

de la lutte des femmes pour s'imposer, avant et surtout depuis la Libération.

D'autre part, on suit Kao Chou Lan au long d'une série d'enquêtes qu'elle mène dans son usine en tant que responsable syndicale. Elle nous fait découvrir le travail dans les ateliers, la cantine, la crèche, la construction des maisons pour les ouvriers de l'usine. Nous assistons aussi à la récupération des déchets, à la lutte contre la pollution.

Les ouvriers parlent de Kao Chou Lan, la plupart l'admirent, d'autres la critiquent. Ils critiquent aussi certaines méthodes de travail des auteurs du film.

Association des Amitiés Franco-Chinoises
Saint-Nazaire

NUCLEAIRE:

**EXPOSITION SUR LES RISQUES
ENCOURUS PAR L'EXPLOITATION
DE L'ENERGIE NUCLEAIRE**

Centre JEAN MACE -
21 FEVRIER - 2 MARS 1977
De 9 H à 12 H et de 14 à 19 H
sauf le samedi et le dimanche.

● L'Electricité de France a présenté au C.R.D.P. une exposition sur ses réalisations en matière de production d'énergie, mettant l'accent sur les relais par le nucléaire.

Cette exposition n'abordait pas certains problèmes liés à l'énergie nucléaire, tels que la POLLUTION RADIOACTIVE, LE RETRAITEMENT DES DECHETS, etc...

● Pour compléter l'information des Elèves et des Maitres et susciter réflexions et débats, le Comité d'information Nucléaire de Nantes et des membres du corps enseignant présenteront :
Au Centre JEAN MACE du 21 février au 2 mars 1977 (88, rue Préfet Bonnefoy) une exposition scientifique comportant :
UNE SERIE DE PANNEAUX TRAITANT :

- * De la pollution thermique,
- * De la pollution radioactive,
- * Des effets biologiques de la radioactivité,
- * Du cycle de l'uranium,
- * Du retraitement des déchets,
- * Du travail dans l'industrie nucléaire,
- * Des gaspillages actuels de l'énergie,
- * Des autres sources énergétiques exploitables :
Solaire, éolienne, géothermique.
- * Du projet de centrale nucléaire au Pellerin.

Conférence de presse le 22 février à partir de 17 H 30 au centre JEAN MACE.

● L'EDF fournit également dans les écoles, deux montages diapositives avec des commentaires :

*des centrales
pour resorber le chômage!*



① ENTREE DES EX-CHOMEURS
② RESORTION DU CHOMAGE
③ SORTIE DES ARTISTES

- Montage 3 E (Energie-Electricité-Environnement),
- Montage TEN (Techniques de l'Electricité Nucléaire).

Le Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire a réalisé des contre-commentaires de ces montages. Ces contre-commentaires présentent pour chaque diapositive, un paragraphe "critique EDF" qui peut être utilisé par le professeur pour provoquer un débat dans sa classe et un paragraphe "commentaire" qui est une proposition visant à favoriser la réflexion des Elèves.
Ces contre-commentaires seront à la disposition des enseignants pendant l'exposition.

Pour permettre de planifier la visite de l'exposition (durée environ 1 H), téléphoner le plus rapidement possible le matin au 73.72.97.

- LE COMITE REGIONAL D'INFORMATION NUCLEAIRE et des MEMBRES DU CORPS ENSEIGNANT-

ANTI - NUCLEAIRE :

Une Assemblée Générale a lieu tous les quinze jours à la Fraternité Protestante. Prochaine date : 7 MARS 1977

Adresse des Comités de quartier :

- QUARTIER EST : P. RAOUL
15, Chemin Vert
44300 NANTES
- QUARTIER SUD : La Rose de Tolède
37, rue du Général Leclerc
44400 REZE
- QUARTIER CENTRE (BEAULIEU)
Claude REBION
15, avenue des Soupirs
44000 NANTES
- QUARTIER SAINTE LUCE
MARTINE COUET
25, allée des Passereaux
STE LUCE